

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 23 FEVRIER 1979 - N° 860

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Chabrol et Lafont s'opposent à l'opération Maffre-Baugé

Le leader viticole Emmanuel Maffre-Baugé vient d'annoncer à grand fracas sa candidature sur la liste PCF aux élections européennes. Une manœuvre habile de la part de la direction du PCF, qui compte élargir sa base électorale en présentant un homme influent chez les viticulteurs, et se réclamant d'aspirations régionalistes. Deux militants occitanistes, Lafont et Chabrol, s'étaient d'avance désolidarisés de cette manœuvre du PCF.

Lire en page 5

Moyen - Orient : un nouveau Camp David ?

Les bouleversements introduits dans la situation au Moyen Orient par le renversement du régime du Shah ont contraint les Etats-Unis à envisager avec plus de rapidité la conclusion du traité de paix israélo-égyptien. Depuis mercredi, les ministres des Affaires étrangères égyptien et israélien sont réunis aux Etats-Unis. Ces entretiens pourraient déboucher sur un nouveau sommet de Camp David, bien que les positions respectives de chacune des deux parties n'aient guère évolué.

Lire en page 7

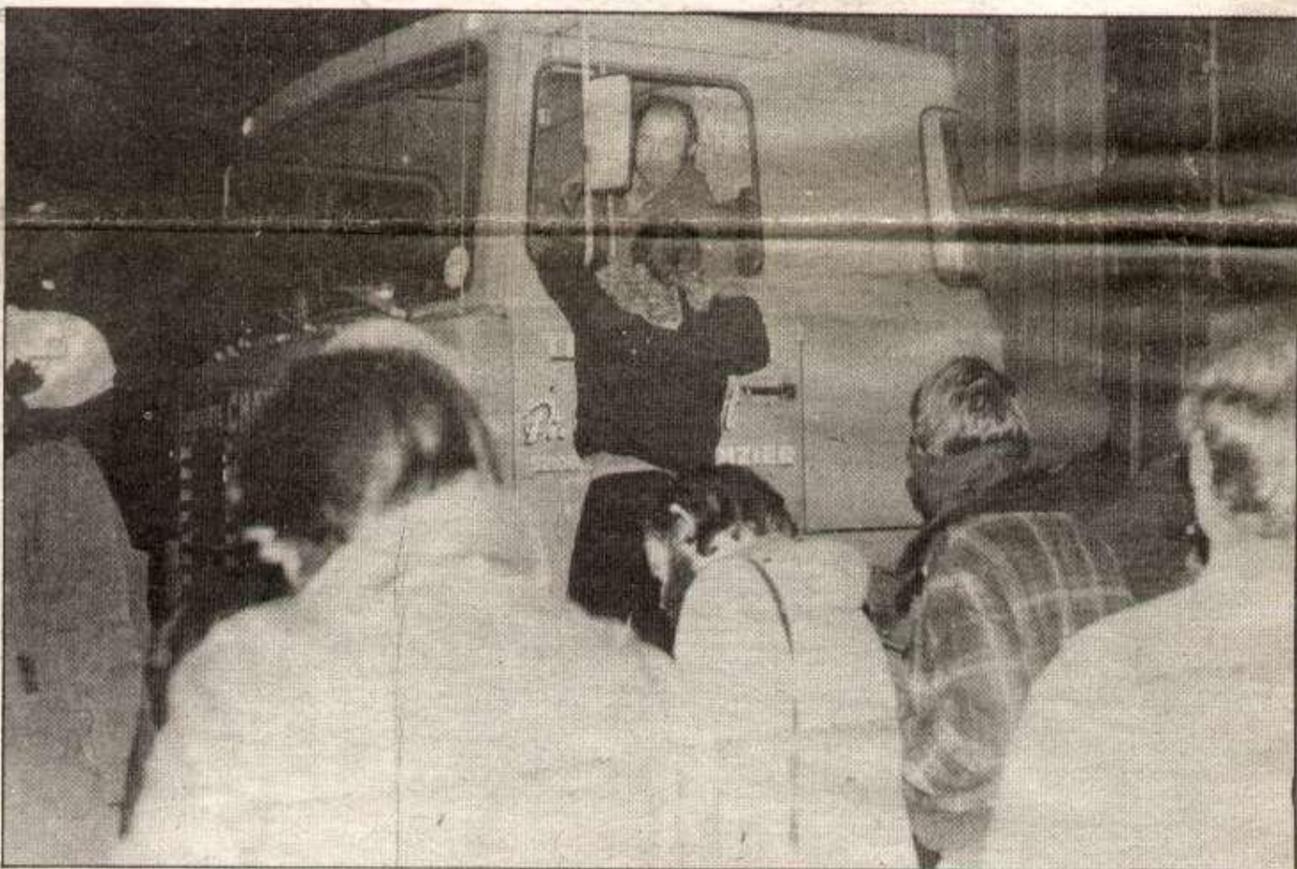
Dans Le Quotidien du Peuple du samedi 24 février

Reportage

L'Espagne à la veille des élections

A la veille de la rencontre avec Giscard, et à l'appel des sidérurgistes

Le relais TDF de Longwy investi par la population



Détournement d'un poids lourd par les sidérurgistes la veille de la journée d'action du 16 février. Ceux-ci iront obstruer les portes des supermarchés de Longwy

Ce jeudi Giraud reçoit au ministère du Travail, les cinq fédérations de la métallurgie (CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC). Il n'y a rien à en attendre. La comédie engagée par Boulin en début de mois va être poursuivie par Giraud. Et cela les sidérurgistes le savent bien.

Ils savent aussi que l'annulation des suppressions d'emplois et des fermetures d'usines dépend exclusivement de leur lutte.

Les sidérurgistes de Lorraine, du Nord, des Ardennes

savent aussi que les actions qu'ils ont engagées sont efficaces, qu'elles «font école» et que cela n'est pas sans inquiéter la bourgeoisie.

Forts de ces premiers succès, ils poursuivront dans cette voie. Les Longoviciens l'ont encore affirmé dans la nuit de mercredi soir, en occupant le relais de télévision et en diffusant des diapositives sur leur lutte.

Lire en page 3

USINOR - DENAIN

«Il faut choisir soigneusement les actions et les expliquer à la masse des travailleurs»

Entretien avec deux responsables CFDT

Lire en page 2

LUTTES OUVRIÈRES

Usinor (Denain)

«Il faut choisir soigneusement les actions et les expliquer à la masse des travailleurs»

Entretien avec deux responsables CFDT

Propos recueillis par Richard FEUILLET

Denain, à quinze kilomètres de Valenciennes : 25 000 habitants. Usinor dans son plan de restructuration, envisage la fermeture de son usine dans cette ville. 5 000 travailleurs doivent être licenciés en août 1979, sans compter ceux

travaillant dans les entreprises sous-traitantes d'Usinor de cette localité. Deux responsables de la section CFDT de l'usine, à l'initiative de beaucoup d'actions, répondent à nos questions.

▷ Depuis l'annonce de la fermeture de leur usine pour le mois de juin, les travailleurs d'Usinor-Denain ont mené une série d'actions diverses. N'est-ce pas, selon vous, en menant des actions qui, entre autres, fassent mal économiquement au patronat qu'il est possible de lui imposer des reculs ?

Oui, et le problème est difficile. Au point de vue économique, on ne peut plus faire de mal à Usinor-Denain puisqu'on veut l'arrêter. Donc, il n'est pas question qu'on demande aux gens d'occuper l'usine. Les travailleurs ne veulent d'ailleurs pas de ce genre d'actions, parce qu'ils se rendent compte que ça ne servirait à rien, sinon peut-être à faire fermer l'usine avant. Ce qu'il faudrait c'est que ce soient les usines sidérurgiques de Fos et Dunkerque (usines du groupe) qui se mettent en grève, c'est-à-dire les usines qui ne sont pas frappées par les licenciements tout de suite et qui sont en train de faire pratiquement toute la production du groupe. Là ça serait efficace mais c'est extrêmement dur. Il est difficile de mettre dans la lutte des boîtes qui ne sont pas touchées à la différence de Denain, qui se bat pour sa survie, donc avec des formes de lutte très dures. Le niveau de combativité n'est pas le même.

▷ Si les actions au sein de la sidérurgie, dans les secteurs qui marchent, sont difficiles à court terme, ne faut-il pas rechercher des actions qui dépassent le cadre de l'entreprise, qui fassent mal directement à l'État qui représente le patronat dans son ensemble, actions que les travailleurs concernés par les plans de restructuration peuvent mener ?

Le genre d'actions efficaces ? On a, par exemple, bloqué la gare de Somain, qui est la deuxième gare de France au niveau de l'importance du tri et ça concerne surtout des trains de marchandise. Là, par exemple, ce jour là, on a même fait mal au niveau économique. Ça a provoqué une perturbation terrible dans le transport des marchandises sur pratiquement l'ensemble de la région.

▷ On constate que beaucoup d'actions menées ces dernières semaines ont eu un caractère particulièrement radical, violent : «retenue» de directeurs, saccage des bureaux d'Usinor, etc. Il semble qu'au départ, elles n'aient pas reçu l'assentiment de l'ensemble des travailleurs. Était-ce dû uniquement à leur caractère violent ?

Dans les premières actions il y a, en effet, eu un mouvement de rejet par une partie

des travailleurs, même par la majorité, pour la première action, celle où ont été vidés tous les bureaux de la comptabilité et des approvisionnements d'Usinor. Était-ce dû au caractère violent de l'action ? Sans doute, nous y reviendrons, mais surtout, c'était dû au fait que nous avons eu affaire à une campagne mensongère, de dénigrement, de la part de la classe bourgeoise de la région. Elle a exploité l'affaire en répandant le bruit qu'on avait balancé toutes les feuilles de sécurité sociale par les fenêtres, ce qui était faux mais cela a nécessité, à chaque action radicale, d'avoir l'assentiment de la masse des travailleurs. Ce qui veut dire d'une part expliquer l'action, son but, ses objectifs, et bien sûr, que ces objectifs soient efficaces et n'aillent pas à l'encontre des intérêts des travailleurs, d'une manière aussi minime soit-elle. Lors de cette

à l'une de nos dernières actions de commando. Il y a quelque temps, on est allé couper l'écluse sur le canal, ce qui l'a paralysé durant 48 heures ; cette action ne concernait directement qu'un groupe d'une trentaine de travailleurs.

Le premier point essentiel est que tout le monde était en accord avec cette action. Le second point nouveau : la masse des travailleurs a soutenu activement cette action.

Pendant que l'opération «écluse» se déroulait, un défilé était organisé en ville pour se rendre à la seconde perception, alors que la première perception avait été mise à sac le matin. On savait donc qu'en manifestant à nouveau les flics se mobiliseraient pour nous. Ils se sont, bien sûr, massés devant la perception. Cette manifestation était pour une part tactique pour que les gars puissent tranquillement

nécessaire — et ça se vérifie — pour qu'on commence à en parler un peu à la télé et dans les grands journaux.

Ce type d'actions a eu un second effet : commencer à faire peur à la bourgeoisie. C'est le sentiment qu'ont eu les gars qui sont montés à Paris exposer le problème de Denain aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale. Des responsables RPR dont Debré, en viennent à dire qu'il faudrait «maintenir l'acier et la fonte à Denain» et aussi «bien sûr, on a voté le plan acier, mais on ne savait pas qu'il allait conduire à l'arrêt brutal d'Usinor-Denain». Le RPR, encore lui, aurait décidé de réintervenir dans le débat qui va reprendre au printemps à l'Assemblée... Bon, on ne se fait pas tellement d'illusions sur ce genre de choses, et on dit aux gars : «Il faut évidemment continuer la bagarre», mais il y a un malaise au

sur la violence, mais le jour venu, quand il y a des actions violentes, ils la comprennent de plus en plus, ils l'admettent. Ça c'est très important. Ils l'admettent car ils se rendent compte que malheureusement il n'y a plus moyen de faire autrement, quand on se trouve devant un Barre ou un Giraud, qui actuellement ont dressé devant nous un véritable mur et continuent à narguer les gens en disant : «Vous pouvez faire ce que vous voulez, de toute manière, c'est décidé comme ça et on ne reviendra plus sur la fermeture».

À Roissy, il y avait 300 à 400 gars qui sont partis dans les champs pour affronter les CRS, mais il y avait 2 000 travailleurs qui sans participer aux affrontements suivaient de très près, alors que pourtant, certains n'arrêtaient pas de crier au bigo : «Revenez dans les bus...» Et puis, l'ambiance qui régnait dans le bus après cet affrontement était remarquable ; il y a très peu de gens qui ont dit : «On n'aurait pas dû faire ça» parce qu'ils avaient quand même conscience qu'on avait marqué un gros coup... On peut dire qu'il y a une majorité qui a suivi de près les actions violentes. Bon, reste qu'il ne faut pas que la violence atteigne un degré tel qu'elle en arrive à effrayer une partie des travailleurs de l'usine. Notre souci est que la majorité continue à participer à la lutte.

Il faut donc qu'on arrive à concilier ce hoya très dur qui dit : «Les blocages d'autoroutes, c'est dépassé, ce qu'il faudrait c'est un affrontement avec les CRS», avec une majorité qui suit bien pour le moment mais qui pourrait s'effriter s'il y avait une répétition trop fréquente des actions violentes. D'autre part, ça ne dérangerait peut-être pas le gouvernement qu'on en arrive à un tel climat, ce qui justifierait l'envoi de forces de police telles qu'on soit écrasé pour «le bien de la population».

▷ Il y a nécessité de tenir compte dans vos actions, sans que cela vous paralyse, de la réaction de certaines couches de la population.

Effectivement, les actions efficaces sont à manier avec délicatesse, dans la mesure où elles peuvent avoir des conséquences toutes différentes. On sent bien que lorsque la violence atteint un certain niveau, les retraités, les commerçants manifestent quelques craintes. Il y a des gens qui sont en colère contre le pouvoir, mais qui dans le même temps, ont peur de ce que les travailleurs font. Le commerce de Denain a été entièrement avec nous le 16, ils ont fermé, mais c'est vrai qu'un certain nombre de formes de lutte les gênent. Lorsqu'on a fait le blocus de Denain durant dix jours, les gens allaient acheter à Valenciennes. Des commerçants sont venus nous voir en disant : «Ça commence à bien faire». On ne peut tenir compte à 100 % de leur point de vue, mais on ne peut passer outre.



action, lorsque les gars ont su après explication, qu'il n'y avait pas de papiers de sécurité sociale arrachés, ni de feuilles de salaire, que les actions s'étaient seulement déroulées dans des secteurs concernant directement la marche de l'usine, des secteurs qui étaient en train, notamment, de préparer la liquidation de l'usine, ils ont dit : «Bon, si c'est comme ça, au fond tant mieux». Il faut donc choisir soigneusement les objectifs et expliquer les actions, nous le répétons.

▷ Recueillir l'accord des travailleurs pour les actions radicales, est en effet nécessaire. Mais n'y a-t-il pas nécessité aussi de trouver des formes d'actions qui permettent la participation active de la masse des travailleurs ?

De ce côté, les choses intéressantes commencent à être faites. Indirectement les travailleurs ont participé massivement

intervenir à l'écluse. Chacun le savait. Cette action a permis une large participation de tous.

▷ A côté des actions ayant un objectif précis, visant à porter atteinte aux intérêts économiques de la bourgeoisie, on a assisté ces dernières semaines à des actions de caractère spectaculaire, et extrêmement violentes ; citons la «retenue» du directeur d'Usinor, et surtout l'action menée à Roissy. Comment expliquer ce genre d'actions ? Quel rôle jouent-elles dans la constitution du rapport de forces ?

Le but, pour les travailleurs, était de faire parler d'eux, d'Usinor-Denain. Ils avaient constaté que les camarades de Lorraine avaient réagi beaucoup plus vite et beaucoup plus durement que nous. Et on parlait d'eux. Les travailleurs ont vu à partir de là, que le grabuge était

gouvernement...

Enfin, évidemment, nous, syndicalistes, on sait bien que ce ne sont pas les seules actions spectaculaires qui feront changer les choses, mais ça compte surtout quand le fait de faire parler de soi (par des actions radicales) a un rôle mobilisateur, chose essentielle pour nous. Et c'est le cas. Quand la bourgeoisie a été obligée, suite à l'action de Roissy, d'en parler à la télé : de se voir, les gars ça les a ressoudés. Et même ceux qui n'étaient peut-être pas tout-à-fait d'accord, sur le coup, pour faire ce genre de choses, eh bien le lendemain, ils disaient : «Au fond, on a parlé de nous, il faut continuer...».

▷ Ces dernières semaines, les actions efficaces ont revêtu nécessairement, dirons-nous, un certain caractère radical, violent. Comment se situe la masse des travailleurs par rapport à ce problème ?

Tous ne sont pas d'accord

Longwy Nouvelle opération coup de poing à l'appel de la CFDT

«Il faut gravir un échelon supplémentaire à chaque action» disent fréquemment les militants CFDT de Longwy. Incontestablement, l'opération «coup de poing» organisée à partir de mercredi soir par les militants CFDT a répondu à cette orientation. L'affaire était préparée depuis plusieurs jours et, comme d'habitude, le secret avait été bien gardé. C'est en direction de l'information que l'opération de mercredi était orientée. Elle a atteint son but.

Les militants CFDT de Longwy sont conscients de la nécessité d'associer le maximum de travailleurs à leurs actions. Pour l'opération de mercredi, l'accent avait été tout particulièrement mis sur ce point. Pendant deux jours, la voiture sono est passée

dans les rues, appelant les travailleurs à se tenir prêts. Rendez-vous était pris pour 20 heures, place de la mairie, sans plus de précision. Sécurité oblige, efficacité également. Au total, près d'un millier de personnes auront participé d'une manière ou d'une

L'INFORMATION COMME CIBLE

De notre envoyé spécial Gérard PRIVAT

L'appel de l'UIS CFDT

(FAIT A LA VOITURE SONO)

(Sirène).

Ici Radio SOS-Emploi - Communiqué spécial.

Ici Radio SOS-Emploi - Communiqué spécial.

(Sirène).

Travailleurs, habitants des quartiers de tout le bassin de Longwy. La CFDT vous appelle à venir tous, le mercredi 21 à 20 heures à l'Hôtel de ville de Longwy-Bas.

La CFDT vous propose de participer massivement à une opération coup de poing qui aura lieu dans la soirée du mercredi 21. Cette action se déroulera dehors, nous vous recommandons de vous habiller chaudement et de prévoir sandwiches et boissons chaudes.

L'action se prolongera dans la journée du jeudi 22. Nous répétons à tous et à toutes : rendez-vous le mercredi soir à 20 heures à l'Hôtel de ville de Longwy-Bas à l'appel de la CFDT.

(Sirène)

temps d'antenne. Vers 2 heures du matin, ils quittaient presque tous le relais occupé.

Cette nouvelle opération «coup de poing» a été décidée à quelques jours de la rencontre entre le ministre de l'Industrie et les syndicats. Venant après la grande mobilisation du

16 février, elle avait un but précis : montrer que les travailleurs de Longwy ne se laissent pas prendre aux belles promesses, qu'ils veulent parler concret. Elle signifie aussi que les militants à Longwy ne se font pas d'illusions : ils savent que la lutte sera longue. L'échelon gravi aujourd'hui sera suivi d'autres.

Intervention des travailleurs de la Chiers à l'Intersyndicale de Longwy

A 15 h 30 des travailleurs de la Chiers ont occupé le local de l'Intersyndicale et exigé la venue des responsables de chaque syndicat. Ils ont remis en cause le fonctionnement de l'Intersyndicale et ont demandé à chaque représentant de syndicat de s'expliquer. Leur volonté : «Pas un seul licenciement, pas un seul boulon ne sera démonté». «Défense de tous les travailleurs. Non à la division entretenue entre usines». Ils reprochent que l'on ne parle que de l'aciérie à Usinor-Longwy. Ils ont exigé qu'il y ait un bureau de l'Intersyndicale, que les opérations «coup de poing» soient organisées par l'Intersyndicale.

Ils ont exigé également des assemblées où l'Intersyndicale rendrait compte de son activité et prendrait en compte les aspirations des travailleurs.

autre à cette action.

D'aucuns disaient que depuis le début de la semaine, les services de police étaient sur les dents et cherchaient frénétiquement à savoir l'objectif qui serait cette fois visé. Il ne semble pas qu'ils y soient parvenus puisque une fois de plus, l'effet de surprise a joué à plein.

Mercredi soir 20 heures, place de la mairie : il y a déjà plusieurs centaines de personnes rassemblées, un militant explique à la sono que l'opération du soir comportera plusieurs phases mais un seul objectif. Il annonce qu'une délégation CFDT d'Usinor-Denain est présente ici et souligne la communauté de lutte des sidérurgistes du Nord et de la Lorraine.

Puis les voitures démarrent, direction encore inconnue pour l'instant : on grimpe quelques kilomètres et nous y voilà : un petit bâtiment surmonté d'une énorme antenne-pylône, c'est le relais de télévision du Bois-de-Châ, celui qui dessert toute la région de Longwy.

Déjà, plusieurs dizaines de militants sont sur place. Une ouverture a été aménagée dans le grillage. On s'y engouffre. Une fois à l'intérieur, les choses ne traînent pas. Le responsable du relais se fait un peu tirer l'oreille pour couper les émissions. Finalement, les images disparaissent des écrans.

Des militants préparent des diapositives : l'idée, c'est de les faire passer sur les ondes de la télé, de toucher par ce moyen toute la population à domicile. C'est une manière de protester contre la façon dont les grands moyens d'information parlent de ce qui se passe à Longwy, de la lutte des travailleurs et de la population de Longwy. Vers 11 heures, l'émetteur est remis en route et les diapos «Longwy vivra» passent sur Antenne 2.

Une vingtaine de journalistes avaient été invités par la CFDT. C'est après la visite des lieux qu'il leur était demandé de ne pas sortir, qu'ils étaient «retenus» quelques heures pour que les travailleurs de Longwy obtiennent un

Assurances : le mouvement s'étend Banques : manifestations jeudi

Plus d'une vingtaine de sociétés d'assurances sont en grève depuis lundi. Les quatre centres de gestion de l'UAP sont occupés depuis près d'une semaine. Mercredi le mouvement s'est étendu à la province.

Mercredi, c'était le début de la grève de 48 heures dans les banques. Il semble que le mouvement soit moins suivi que lors du 31 janvier de l'avis d'un employé : «Trois journées de grève dans le même mois, ça pèse, chacun comprend la nécessité d'un mouvement d'ampleur. Le «ras-le-bol» est bien réel. On l'a vu le 31. Mais recommencer trois semaines après pour 48 heures, certains se demandent si ça sert vraiment, si ça peut faire reculer le patronat».

Aux ateliers informatiques du Crédit Lyonnais, habituellement très combats, le mouvement n'a pas revêtu une grande ampleur. En parlant des employés une déléguée affirme : «Ils nous ont dit qu'ils voulaient bien se lancer dans un mouvement, mais à condition que ce soit un truc dur».

La journée de jeudi, avec la manifestation inter-bancaire sera décisive quant à la suite du mouvement. Les revendications sont quasiment identiques pour les employés d'assu-



rances que pour ceux des banques, les O.S. de la paperasse comme ils se définissent. Augmentation de salaire. Semaine de 35 heures, mais aussi garantie

de l'emploi : l'entrée massive de l'électronique dans la gestion des comptes bancaires ou des fichiers d'assurance menace des milliers d'emplois.

● Mitterrand préfère Metz à Longwy

Le mauvais temps aurait empêché Mitterrand de présenter le plan sidérurgie du PS à Longwy comme il l'avait envisagé. C'est à Metz qu'il s'est rendu. Ne serait-ce pas plutôt la lutte des sidérurgistes et leurs actions coup de poing que le verglas qui ont conduit Mitterrand jusqu'à Metz ?

● La CFDT du centre de calcul PTT de Lille avec les sidérurgistes

La section CFDT du centre de calcul PTT de Lille, créée ce jour, 12 février 1979, envoie son salut fraternel aux organisations syndicales CGT et CFDT, ainsi qu'à tous les travailleurs d'Usinor-Denain.

Alors que vous lutez pour conserver votre emploi, notre section se bat pour obtenir des emplois supplémentaires. Ceci montre que, travailleurs d'un «secteur en expansion» comme l'informatique et travailleurs de «secteurs en difficulté», nos intérêts sont les mêmes dans la bataille pour l'emploi.

C'est pourquoi nous vous assurons de notre soutien le plus chaleureux et tenons à vous informer, qu'au cas où vous souhaiteriez de notre part un soutien plus concret (financier par exemple), nous serions très heureux de contribuer à notre mesure et selon votre volonté à faire de votre lutte pour l'emploi, une lutte victorieuse !

Communiqué

Dunkerque : grève au HF 4 pour la sécurité au travail

Il y a une semaine, le plancher au HF 4 explosait tuant un ouvrier et en blessant quatre autres (voir QdP du 16 février). La CFDT posait un certain nombre de questions sur cet accident qui n'ont reçu jusqu'à présent aucune réponse, en particulier sur les causes même de l'explosion. La source et l'accumulation des gaz dans le plancher sont inconnues. La direction veut remettre le HF 4 en route mal-

gré cela et dans de telles conditions que lors d'un essai, de nombreuses tuyères ont été bouclées par des remontées... La direction a reconnu son incompétence et celle de ses ingénieurs pour maîtriser le HF 4. Malgré les stages au Japon, la venue de techniciens japonais, le HF 4 reste un mystère pour Usinor, ce qui fait dire à un contremaître : «Il y a eu des morts, vous le savez ; il y en aura d'au-

tres». De plus, les conditions minimales de sécurité ne sont pas respectées ; les moteurs diesel de secours en cas de panne de courant pour le soufflage sont en panne. Mais en signe de recueillement envers leur camarade tué la semaine dernière et pour exiger des garanties de sécurité les hauts fonctionnaires étaient en grève mercredi 21 sur l'ensemble des postes.

Corr. DUNKERQUE

LUTTES OUVRIERES

S.C.A.M. Mulhouse

LES TRAVAILLEURS RECLAMENT DES ACTIONS DURES

De notre correspondant à Mulhouse

■ La mobilisation des travailleurs s'amplifie en Alsace. Ainsi rien qu'en l'espace des quinze derniers jours, internes des hôpitaux civils, employés de la caisse de Sécurité sociale, travailleurs de l'imprimerie, postiers des centres de tri, ouvriers de la

SACM ont manifesté leur volonté d'entrer en lutte à Mulhouse et dans la périphérie de la ville. L'histoire du mouvement régional a enraciné dans la mémoire collective des travailleurs haut-rhinois des dictons populaires. L'un d'eux dit ceci : «Quand

ceux de la SACM se fâchent, les autres travailleurs du département ne tardent pas à suivre». Or justement depuis plus de quinze jours ceux de la SACM ont lancé l'offensive. C'est leur lutte que nous retraçons ici.

À la Société alsacienne de construction mécanique où 4 500 salariés sont employés, dont 3 000 ouvriers, la production de moteurs diesel, machine textile et chaudière n'a pas connu de creux sensible ces dernières années. Le patron de l'usine répercute pourtant sur le dos des travailleurs les conditions dues à la restructuration du holding Alsti auquel appartient la SACM. De 1973 à 1978 les salaires — qui représentaient en 1973 24 % du chiffre d'affaire — sont tombés à 21 %. Les effectifs d'ouvriers ont chuté de moins de 5 % depuis 1975.

Or pour la seule année écoulée le chiffre d'affaires a grimpé de 20 %, les commandes de plus de 22 %. La direction de l'usine, pour faire passer ses mesures d'austérité, utilisera des prétextes divers : «une conjoncture économique difficile, les plans Barre, la bonne marche de l'entreprise...» seront tour à tour invoqués. En décembre dernier, trois jours et demi de chômage partiel seront imposés à l'ensemble du personnel. En janvier les quarante heures seront appliquées sans compensation des salaires. L'analyse du bilan annuel 1976-1978 par le Comité d'entreprise permettra aux travailleurs de constater combien les arguments de la direction les ont trompés. Ils constatent aussi que les caisses du patron sont bel et bien pleines et «qu'il peut payer».

L'annonce d'un ralentissement de la progression des salaires pour 1979 (pas plus de 8 %), le maintien d'une baisse d'effectif continue, alors que la production double dans certains secteurs de l'entreprise «fera déborder le vase». Vendredi 2 février les travailleurs du 153 (atelier de montage des machines textiles) se mettent en grève. Aujourd'hui le mouvement regroupe une majorité des ouvriers.

VENDREDI 2 : «COMME ON ETAIT D'ACCORD ON A ARRÊTÉ LE TRAVAIL»

Excédés par l'attitude patronale, lors de la dernière réunion des délégués du personnel, tout commence au 153. «La grève : nous en avons discuté entre nous ; comme on était d'accord, on a arrêté le travail. Une délégation élue par nous est allée voir la direction pour faire part de nos revendications : 100 F d'augmentation sous forme de prime uniforme pour tous et l'embauche



Une manifestation des ouvriers du S.A.C.M. en février 1976

d'effectifs». Le patron refuse de les recevoir. Ce refus renforce leur détermination, ils occupent. La grève illimitée jusqu'à satisfaction des revendications est décidée.

La prime ? «Nous la voulons pour tous, actuellement le système d'augmentation des salaires lésent la plupart d'entre nous. La maîtrise s'en sert pour nous diviser, faire pression. A la moindre engueulade avec le chef, il te sucre la prime et tu n'en vois plus la couleur». Très vite la fermeté de cette poignée de grévistes aura un effet mobilisateur sur l'ensemble des ouvriers. Les sections syndicales CGT, CFDT, mettront pourtant plusieurs jours à s'en rendre compte avant d'étendre la mobilisation, d'élargir le mouvement.

L'INTERSYNDICALE HÉSITE

L'intersyndicale se réunit dans la matinée de lundi 5. La colère monte dans les ateliers : «Qu'est-ce qu'ils attendent, est-ce si difficile de se mettre d'accord, d'élaborer un cahier revendicatif ?». Mercredi 7, un tract est diffusé conjointement par la CGT et la CFDT. Contenu et forme taperont juste. La discussion s'anime dans les ateliers. Pour la majorité

des ouvriers, la grève doit être dure. Une frange significative penche encore pour la grève perlée, deux heures le matin et deux heures l'après-midi. Quatre points revendicatifs sont avancés par l'intersyndicale : 250 francs d'augmentation de salaire, cinquième semaine de vacances, compensation à 100 % de l'arrêt d'horaires intervenu en janvier et les 35 heures. Un appel à débrayer mardi 8 suit. Il permettra à plus de 50 % des ouvriers de concrétiser leur volonté de lutte.

MARDI 8 DEBRAYAGE INORGANISÉ

La consigne syndicale prévoit le début de travail à 9 heures. Pour les travailleurs acheminés en bus, une réunion-accueil est prévue à la cantine : elle n'aura pas lieu. La porte du réfectoire fermée, gardée par les vigiles, laissera les délégués sans réaction, les travailleurs déçus sans perspectives. Il n'en reste pas moins qu'une frange de travailleurs est mobilisée. «On est rentré quand même satisfait ce jour-là à la maison» nous dira un travailleur immigré du diesel. «On s'attendait à quelque chose de plus carré, de moins vite fait, à une action plus dure, quoi !».

800 TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

Vendredi 9 au matin l'intersyndicale se réunit. Rien ne filtre de l'entrevue. A midi à la cantine, pas un mot des délégués. «Ils ont la mine peu mobilisatrice». Le boulot reprend. A 13 heures, un tract est activement distribué dans les ateliers. Il appelle à débrayer... à 14 heures. «C'est à se demander s'ils le font exprès pour nous écouer de la lutte. Tu te rends compte, appeler à débrayer une heure avant l'arrêt du travail !». 800 ouvriers sortiront pourtant. L'assemblée générale est prévue dans l'un des ateliers de l'usine, il pleut, le froid rougit joues et oreilles. Mains dans les poches, cols relevés, par petits groupes les travailleurs convergent vers le lieu de réunion...

La direction a fermé l'atelier où devait se tenir l'AG. Sur sa lancée, elle séquestre ceux du 153 en bouclant les sorties. La colère des travailleurs atteint son comble. «Il faut démolir les portes» crieront les plus décidés d'entre eux. Proposition non retenue par les délégués : «On sera attaqué en justice si on fait ça, on va monter voir la direction». Ils monteront pour rien, le patron refusera de les recevoir. En at-

tendant «des nouvelles propositions d'actions qui vous seront faites dès lundi, on vous demande de rentrer dans les ateliers et d'attendre la sortie». Les travailleurs n'en croient pas leurs oreilles. «Il faut être inconscient pour tenir des propos pareils, alors que nous aurions pu nous disperser dans les ateliers pour discuter avec des travailleurs qui hésitent encore à rejoindre l'action».

Rien ne se passe durant le week-end. L'intersyndicale se réunira. Sous la poussée de la combativité ouvrière elle tiendra néanmoins compte des propositions des travailleurs.

JEUDI 15 LE MOUVEMENT S'ÉTEND : 1 500 TRAVAILLEURS MANIFESTENT

Jeudi 14 h 30, 80 % des travailleurs débrayent. Dans la cour de l'usine, devant les locaux de la direction, ils décident de manifester en ville. Impassant, ce cortège ! 2 500 bleus de travail parcourent les rues ! En tête une banderole affirme : «Unité d'action pour la satisfaction de nos revendications». Il apparaît pourtant que la suite à donner à cette mobilisation est laissée dans le flou.

IL NOUS FAUT REMPORTER UNE VICTOIRE

Ce lundi à la SACM le débat d'idée chez les travailleurs s'est amplifié. Les sections syndicales sont sans cesse interpellées par les ouvriers les plus combattifs. Les questions posées par les travailleurs, un ouvrier de l'outillage nous les résume ainsi : «C'est vrai, une grève ça se prépare, ça s'organise, on ne part pas en grève les mains dans les poches sans savoir où on va. Mais cela dit, nos délégués oublient-ils que leurs luttes sont nos luttes, leur expérience, notre expérience, les acquis politiques de lutte nos acquis ? Pensent-ils, en nous tenant des discours interminables, que nous sommes dupes, aveugles, incapables de saisir les tenants et les aboutissants de l'action engagée ? Ces refrains quotidiennement remis sur le tapis, n'est-ce pas encore un moyen de nous faire attendre, de renvoyer à demain l'action ferme et résolue possible dès aujourd'hui ? On a un cahier revendicatif solide et mobilisateur, un rapport de forces d'ores et déjà favorable et qui s'amplifie tous les jours tant les copains de boulot en ont assez de subir la crise, et les fanfaronnades des Giscard-Barre ; alors, pourquoi hésiter ? Nous voulons des actions dures, capables d'unifier les travailleurs et de faire plier le patron. Nous avons besoin de remporter et d'accumuler des victoires, de reprendre confiance dans la lutte, confiance en notre force collective. L'action engagée à la SACM peut être un pas engagé dans ce sens. Il nous faut remporter une victoire...».

De nombreux travailleurs sont quelque peu désorientés par l'attentisme des sections syndicales. A vouloir trop bien faire, finiront-ils par laisser les plus combattifs ? Une chose est certaine : le débat qui se déroule entre les délégués porte sur les formes d'action : faut-il occuper l'usine ? Comment y arriver ? C'est la grève illimitée qu'il nous faut, mais faut-il en prendre les risques sans avoir gagné les agents de maîtrise et les employés ? Quoi qu'il en soit, dans la tête des ouvriers, l'occupation de l'usine est à l'ordre du jour. Vendredi 22, une journée de 24 heures à actions sera organisée par l'intersyndicale.

Correspondant
MULHOUSE

La candidature de Maffre-Baugé

UNE MANOEUVRE DEJA BATTUE EN BRECHE

Ce mercredi, le dirigeant viticole Emmanuel Maffre-Baugé annonçait, au siège du PCF, qu'il se présentait comme candidat aux élections européennes sur la liste de ce parti. C'est le résultat d'une tentative du PCF pour élargir le soutien à sa

propagande contre l'élargissement du Marché commun ; mais déjà, d'autres signataires du manifeste occitan *Mon pais escorjat* se sont d'avance désolidarisés de l'initiative de Maffre-Baugé.

Le ralliement de Maffre-Baugé à la liste du PCF n'est pas pour surprendre. Il avait déjà annoncé que la proposition lui avait été faite par le PCF, et qu'il «étudiait» la possibilité de l'accepter. Ce n'est donc pas à proprement parler une nouvelle, même si le PCF a voulu lui donner un certain éclat, en convoquant la presse pour entendre Maffre-Baugé énoncer son choix, immédiatement relayé par Marchais.

Que cherche le PCF dans cette affaire ? Il n'est pas bien difficile de le saisir, connaissant la personnalité de Maffre-Baugé. Animateur des Comités d'Action viticoles dans le Midi, il bénéficie d'une influence importante chez les viticulteurs, particulièrement inquiets des perspectives de l'élargissement de la CEE.

Sa qualité de signataire du manifeste occitan *Mon pais escorjat* peut également rallier des électeurs sensibles aux thèmes régionalistes. Enfin, le fait qu'il ait rappelé, lors de sa conférence de presse, sa qualité de chrétien tend aussi à donner une image d'«ouverture» à un parti qui, ces derniers temps, s'était plutôt fait remarquer par son sectarisme.

UNE MANOEUVRE BIEN PREPAREE

La tentative du PCF ne manque donc pas d'habileté : jouant sur les inquiétudes existant dans le Midi viticole quant à l'élargissement du Marché commun, il fait feu de tout bois pour les récupérer à son profit. Cela lui est d'autant plus aisé qu'il peut espérer grignoter des voix à son concurrent socialiste, dont les



La campagne de Marchais dans le Midi, et une manifestation régionaliste : une connexion difficile à établir pour le PCF.

positions mi-chèvre mi-chou sur la question de l'élargissement ne satisfont pas nombre de ses électeurs habituels.

Ce n'est pas d'hier que le PCF tente de reprendre à son profit un certain nombre de thèmes régionalistes. La parution du Manifeste *Mon pais escorjat* était, au départ, une tentative dans ce sens : ce manifeste refusait l'élargissement de la CEE, et réclamait «un pouvoir autonome qui donnera à l'espace occitan de nouvelles chances». Il était signé par un millier de personnes, appartenant à des milieux politiques divers : des occitanistes, souvent intellectuels, des viticulteurs, mais aussi des militants du PCF, invités par leur parti à signer «à titre individuel». Le 10 février, les signataires du manifeste organisaient à Béziers un meeting regroupant quelque 2 000 participants.

A VOULOIR TROP BIEN FAIRE...

Mais voilà, le PCF n'allait pas tarder à montrer le bout de l'oreille. *Le Monde* ayant rendu compte du manifeste occitan en insistant sur la revendication d'autonomie régionale, *l'Humanité* ne manquait pas d'y répliquer en affirmant que l'importance du manifeste résidait dans le refus de l'élargissement du Marché commun. Ainsi, les choses devenaient plus claires : si le texte contenait des thèmes proches d'aspirations bien réelles dans le Midi, le PCF entendait l'utiliser pour ses propres objectifs.

Cette lourde tentative n'allait pas tarder à lui retomber sur les pieds. Des signataires du manifeste retireraient publiquement leur signature. Un d'entre eux écrit : «j'avais cru à une évolution sincère du PCF qui l'amènerait à reconnaître l'existence en France d'un espace occitan. Jus-

qu'à preuve du contraire, je m'étais trompé». Et une autre : «le manifeste (...) n'est plus un appel pour l'autonomie ; il devient un appel contre l'élargissement, un appel pour voter PCF. Je ne veux plus cautionner cela».

Dès que la nouvelle de la position du PCF à Maffre-Baugé était connue, deux des signataires de *Mon pais escorjat*, l'universitaire Robert Lafont et l'écrivain Jean-Pierre Chabrol exprimaient publiquement leur désaccord avec leur co-signataire, et s'élevaient par avance contre toute utilisation qui pourrait être faite par lui de sa qualité de signataire du manifeste.

Ainsi les manœuvres de récupération du PCF, même si elles lui permettent de marquer des points dans le Midi, suscitent dans le même temps de nouvelles résistances à ces tentatives.

François NOLET

● Encore les flics contre les manifestants à Rouen

Mardi les flics avaient sauvagement agressé la manifestation des ouvrières de Kiwi. La CGT appelait les travailleurs rouennais à manifester mercredi contre les violences policières et à soutenir les ouvrières de Kiwi. Mercredi après-midi plusieurs milliers de travailleurs se retrouvaient devant la préfecture tandis que des débrayages avaient lieu dans la chimie, les métaux, le papier-carton, etc..

Le cortège s'est dirigé vers l'Hôtel de ville, «résidence» de Lecanuet maire de Rouen. Au moment de la dislocation, les CRS ont chargé à coups de grenades lacrymogènes. Les manifestants se sont alors regroupés et sont partis en direction du Palais de justice aux cris de «Préfet flic» et de «Lecanuet fasciste». De nouveaux affrontements se sont produits devant le Palais de justice. Les manifestants ont construit un début de barricade.

● Boissy-Saint-Léger : immondes vigiles !

Mardi dernier, un peu avant 20 heures, Monsieur Amar Mihoudi se voit refuser l'entrée du centre commercial de Boissy-Saint-Léger dans le Val de Marne. Un des vigiles du centre le reconduit sans ménagement jusqu'à la sortie. Amar Mihoudi casse une vitrine, le vigile s'acharne alors sur lui, le frappe et le blesse au visage.

Quelques minutes plus tard, une quarantaine de travailleurs du foyer Sonacotra proche interviennent pour prêter main forte à Mihoudi. Les vigiles fascistes se voyant en difficulté font appel aux flics qui interpellent 28 travailleurs immigrés. Cinq seront gardés à vue.

Ce fait révoltant n'est pas unique en son genre au centre commercial de Boissy-Saint-Léger. Souvent les vigiles s'en prennent aux jeunes et aux travailleurs immigrés. Récemment une affiche interdisant l'accès du magasin «aux Arabes et aux chiens» a été apposée sur une vitrine. Mais il n'y a pas si longtemps se tenait la «semaine du dialogue». L'hypocrisie de la bourgeoisie est véritablement répugnante.

● Gérard et Lapeyre transférés

Les sympathisants des NAPAP, Jean-Paul Gérard et Michel Lapeyre, condamnés en juin dernier à cinq ans de prison dont un avec sursis pour détention et transport d'armes, ont été transférés de Fresnes à l'île de Ré, où ils sont placés à l'isolement total. Le juge d'application des peines de Fresnes les avait proposés à la libération conditionnelle. Le premier effet de ce transfert est de repousser cette mise en liberté, une nouvelle proposition de mise en liberté ne pouvant plus être faite avant une période de trois mois.

● Villeurbanne : quand la presse en rajoute...

Sur le thème de la violence, la presse ne s'est pas encore rassasiée, et toujours en quête de sensationnel, n'hésite pas à grossir de petits événements ; il faut bien entretenir ce spectre dont la psychose motive toujours un renforcement des effectifs policiers. Ainsi, dans la banlieue de Lyon, un fait divers a été gonflé outrageusement : «Voyageurs agressés, bus pris d'assaut par une bande de 60 surexcités...» et les articles de continuer sur le même ton. Alors que tout au plus une bande de jeunes, revenant de la patinoire, un peu bruyants, ont pris leurs aises dans le trolley qu'ils ont emprunté ce soir-là. Cela a suffi pour qu'un voyageur inquiet alerte les flics, qui sont intervenus pour interpellé les jeunes. Les flics eux-mêmes sont étonnés des proportions qu'a pris cette affaire qu'ils qualifient eux-mêmes de simple «chahut». Aucun voyageur n'a porté plainte. Voilà qui nous éclaire sur les méthodes employées dans une presse peu honorable, dont les buts sont plus proches de l'intoxication que de l'information.

PAS DE PERMIS DE CONDUIRE EUROPEEN

Les ministres des Transports des Neuf envisageaient de créer un modèle unique de permis de conduire pour les pays de la CEE. La Grande-Bretagne s'étant opposée au projet, le parti de l'étranger a subi une éclatante défaite.

UNION DE LA GAUCHE

Le maire socialiste de Saint-Omer (Pas-de-Calais) a décidé de retirer leur délégation à deux adjoints PCF, à la suite du refus du budget 199 par le groupe PCF.

MAINTENANT : LE 12 MARS

L'Hebdomadaire *Maintenant* paraîtra le 12 mars. Il comprendra quarante pages rédactionnelles.

DEUX SATELLITES DE TELECOMMUNI- CATION MIS A L'ETUDE

Le conseil interministériel sur la politique spatiale réuni mardi a décidé la mise à l'étude et la construction de deux satellites de télécommunications Télécom 1 et Télécom 2 dont la mise en orbite est prévue pour 1982 et 1983. C'est vraisemblablement le groupe Matra qui le construira, le matériel de charge utile étant fourni par Thomson.

● Torture et manœuvres militaires : démission du capitaine Ycre

Le capitaine Ycre, commandant du premier escadron du 5^e régiment de chasseurs de Périgueux, auteur d'une instruction de manœuvre mentionnant le mot «torture» pour un interrogatoire simulé (voir QdP de mardi) a démissionné. Le communiqué du chef d'état major de l'armée de terre, le général Lagarde, qui donne la conclusion de l'enquête menée par les autorités militaires tient à préciser d'abord que «le 5^e régiment de chasseurs est un régiment parfaitement sain». L'emploi du mot «torture» serait «une aberration de langage, impardonnable sans doute mais sans le moindre support. Son auteur, ayant mesuré l'étendue de sa faute, a présenté sa démission». Une «bavure», en somme...

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Téléphonez
au QdP
636-73-76

● Jeudi 22 février à 20 heures, toutes les radios libres de Paris et de la Région parisienne émettent en même temps une bande faite par les grévistes de la SFP.

Nouvelles d'Irlande

La «question irlandaise» nous interpelle plus que jamais. Après 10 ans de conflit, rien n'est réglé dans les six comtés d'Ulster sous occupation britannique. L'armée anglaise n'a pas réussi à écraser ceux qui s'opposent à l'impérialisme britannique, contrairement à ce qu'avaient pu prévoir des spécialistes bourgeois comme Pierre Joannon (journaliste au *Monde*). La domination britannique n'est pas seule en cause comme l'a prouvé le rapport de la mission d'Amnesty international en Irlande du Nord, rendu publique en juin 1978. Selon cette enquête basée sur des centaines de témoignages de prisonniers torturés, la police spéciale d'Ulster : R.U.C. (Royal Ulster Constabulary) s'est livrée à de nombreux sévices.

D'autre part, les terribles conditions de détention de plusieurs milliers de prisonniers détenus notamment au Bloc H du sinistre camp de Long Kesh ne peuvent plus être cachées à l'opinion internationale. Leur lutte pour un statut politique est de plus en plus largement connue et elle reçoit un soutien important de la population irlandaise. L'«ulsterisation» de la répression entraîne des contradictions entre la police unioniste et l'armée britannique : deux militaires anglais des S.A.S. (Services spéciaux aéroportés), unité spécialisée dans l'assassinat de militants républicains, seront envoyés devant les tribunaux pour le meurtre d'un jeune Irlandais du Nord.

LES TRAVAILLEURS IRLANDAIS REJETENT TOUT PACTE SOCIAL

La république d'Irlande et l'Ulster (Irlande du Nord) se sont lancées dans une politique économique de «croissance». Au Nord, le secrétaire d'Etat pour l'Irlande, Roy Mason, est parti aux Etats-Unis en novembre 1978 pour faire appel aux investissements américains. Au Sud, le Premier ministre Jack Lynch s'est résolu à lancer dans une politique hyper libérale, ouvrant largement les portes aux investissements étrangers. Le membre du vieux parti Fianna Fail, parti qui a pratiqué la collaboration de classe au nom du nationalisme, a publié dernièrement un livre blanc sur l'économie dans lequel il promet la création de 75 000 emplois pour les 15 ans à venir. Les travailleurs irlandais sont déjà durement touchés par le chômage : 9 % sur le pays et 11 % à Dublin (plus les immigrants mal recensés). L'encouragement aux investissements étrangers par des avantages financiers et fiscaux risque fort de n'attirer que des «fly by night» industries, c'est-à-dire une industrialisation artificielle. Au Sud, les travailleurs ont rejeté tout pacte social pour 1979 ; au Nord, les forces de la résistance ont engagé début novembre une offensive politico-militaire.

NOUVELLE OFFENSIVE MILITAIRE DE L'IRA

D'autre part, on assiste à un regain de manifestations de masse en faveur de la reconnaissance du statut politique aux détenus républicains. «Smash H Block» (détruisons le bloc H) ou «support the pows» (soutien aux prisonniers de guerre) sont les mots d'ordre. Le 20 janvier dernier c'est l'Irish Civil Right Association qui manifestait à Dublin ; le Sinn Fein provisoire (branche politique de l'IRA provisoire) a organisé des marches à Londres et à Derry à l'occasion de l'anniversaire du dimanche sanglant de Derry (13 manifestants tués par l'armée britannique en 1972). L'IRA provisoire et l'INLA (Armée de Libération Nationale Irlandaise, branche armée de l'IRSP, Parti socialiste républicain irlandais) ont engagé une offensive militaire qui fait suite à la réorganisation de l'IRA en 1978. Il ne se passe pas un jour depuis novembre sans que les combattants de l'IRA frappent la police d'Ulster RUC ou l'armée d'occupation britannique en attaquant les patrouilles avec leurs M 60 (mitrailleuses lourdes américaines) ou par des attentats à la bombe en ville ou à la campagne. L'IRA a insisté sur sa capacité à frapper aussi bien en Irlande qu'en Grande-Bretagne ou même en RFA contre les forces britanniques qui sont stationnées (mais elle a démenti toute participation aux attentats du 29 janvier dernier en France). Dans l'ensemble cette nouvelle campagne de bombe prend pour cible des objectifs économiques (comme pendant la campagne de 1971-1972) : le 17 janvier attentat contre le dépôt de pétrole de Canvey sur la Tamise, le 31 décembre 78 attentat contre l'usine de tabac Gallagher à Belfast ou encore contre la banque d'Irlande à Cookstown le 1^{er} janvier 1979. L'appareil d'Etat unioniste est également visé : attentat contre la TV nord irlandaise, le 31 décembre 1978 ; contre les gardiens de prison (exécution d'Albert Miles, commandant de Long Kesh) ou contre les postes de police.

Les Irlandais croient de moins en moins aux bavardages des Anglais, tel ceux du secrétaire au Foreign Office, David Owen, sur les «droits de l'homme». Même des catholiques modérés du SDLP (parti social-démocrate travailliste irlandais) demandent maintenant le retrait des troupes britanniques d'Ulster. Le journal du Sinn Fein Provisoire *Republican News* dans un article intitulé «The Irish revolution» affirme que l'hypocrisie des représentants des deux Etats d'Irlande ne passe plus.

Paddy Mc LAUGHLIN

PEROU : 50 OUVRIERS MENACES DE LA PEINE DE MORT

50 ouvriers risquent aux termes de la loi martiale d'être condamnés à mort à la suite des affrontements qui ont opposé les ouvriers de l'entreprise textile Cromotex et l'armée, le 4 février dernier. Depuis le 28 novembre les ouvriers occupaient leur usine pour obtenir le paiement de leurs salaires des deux mois précédents et la réintégration de 60 ouvriers licenciés à la suite d'une grève. Le 4 février des affrontements les opposent huit heures durant à l'armée venue les déloger. Deux ouvriers sont tués, quinze sont blessés, neuf disparus, une

En juillet dernier, les militaires péruviens convoquaient des élections à l'Assemblée constituante qui doivent déboucher sur des élections présidentielles en 1980. A cette occasion, le FOCEP, regroupement laborieux de plusieurs tendances de l'extrême-gauche trotskysante, apparaissait comme la troisième force politique du pays, avec une représentation de 30 sièges à la Constituante. Mais 6 mois après la formation de la Constituante, il est de plus en plus évident que cette participation à l'Assemblée a surtout servi la droite, à qui elle a permis de rendre crédibles les nouvelles formes de pouvoir. Sous la houlette de Morales Bermudez, le régime péruvien perpétue la domination néo-coloniale de l'impérialisme yankee en s'appuyant sur l'oligarchie terrienne, et la grande bourgeoisie industrielle et financière. Cette politique laisse apparaître de plus en plus crûment la répression et aggrave les conditions de vie des masses, au moment où le pays se débat dans une crise économique que rendent plus pesants encore les diktats du Fonds monétaire international.

LE RENFORCEMENT DE LA DOMINATION ET RANGERE

Au cours des dix dernières années, la domination impérialiste, surtout américaine, s'est aggravée dans tous les domaines, elle s'accroît aussi avec la

rivalité des deux superpuissances. Dans l'industrie minière, secteur-clé de l'économie, et dans toutes les entreprises dérivées, le capital est majoritairement US ; récemment la firme US Shourter a investi à Cuajone 560 millions de dollars, et la course est ouverte pour le contrôle de la mine à ciel ouvert la plus grande du monde «La Exotica». La métallurgie et le commerce extérieur sont également contrôlés à plus de 50 % par le capital américain.

LA DETTE EXTERIEURE : UN PUIS SANS FOND

La «stratégie de sécurité et de développement» mise en œuvre par la junte militaire pour canaliser le mouvement de masse a fait massivement appel aux capitaux et à la technologie étrangères, mais aussi à des prêts d'organismes internationaux tels que le FMI, l'AID, la BID (Banque industrielle de développement) ainsi qu'à l'Union soviétique. Aujourd'hui, la dette extérieure dépasse dix mille millions de dollars, faisant ainsi du Pérou un des pays les plus endettés du monde. Le service annuel de la dette s'élève à mille millions de dollars et a représenté plus de la moitié des exportations réalisées en 1977.

La politique de la junte depuis dix ans a renforcé le pouvoir politique de la grande bourgeoisie industrielle et financière et ses tentatives de contrôle sur l'appareil d'Etat. Elle a

cinquante emprisonnée. Le capitaine qui commandait l'opération meurt également en tombant d'une échelle, quinze soldats sont blessés. C'est parce qu'ils sont accusés de la mort du capitaine que les ouvriers sont passibles de la peine de mort.

De nombreuses organisations péruviennes ont déjà manifesté leur soutien aux emprisonnés. Nous publions ici le début d'une série d'articles sur la situation du Pérou soumis à de violentes pressions du FMI, tandis que la situation des masses va s'aggravant.



Une grève au Pérou : la classe ouvrière refuse l'austérité.

plongé le pays dans une crise économique très grave, qui se fait particulièrement sentir à la campagne.

LA CRISE ECONOMIQUE

Outre le déséquilibre de la balance des paiements, la crise s'est traduite par un déficit budgétaire important, par un chômage croissant, par un rythme de croissance négatif dans les secteurs agricoles et industriels, et par une inflation galopante. Au cours de l'année 1976, les prix avaient augmenté de 44,68 % ; au cours du premier semestre 1977, ils avaient augmenté de 25 % et cette tendance ne fait que continuer.

Cependant c'est à la campagne que la crise a été la plus sensible. Le Pérou reste un pays semi-féodal et la campagne joue un très grand rôle dans

l'économie d'ensemble, représentant plus de 12 % de la production intérieure brute. Les surfaces cultivées ont diminué, passant de presque 7 millions d'hectares pour les années 1961-1970, à 5,4 millions en 1972. Les terres sont laissées à l'abandon, la production a également baissé, tandis que l'exode rural et le chômage à la campagne s'accroissent.

Ainsi, il n'est plus possible de parler de miracle péruvien, si tant est qu'il y en ait jamais eu un. Quant au «modèle» de développement péruvien, il apparaît aujourd'hui comme une forme de développement qui a mis le Pérou, pays semi-féodal et néo-colonial, à genoux, obligé de céder aux diktats du FMI.

(à suivre)
Hélène VARJAC

● Mexique : luttes de paysans

Les paysans du Sud-Est du pays ont encerclé six puits de pétrole et bloqué toutes les routes y accédant pour protester contre les expropriations dont ils sont victimes du fait de l'extension des champs pétroliers. La PERMX, la société nationale du pétrole craint que ces mouvements ne s'étendent à toutes les régions pétrolières.

● Taïwan : une base d'écoutes américaine resterait en activité

Les Etats-Unis conserveraient l'utilisation d'une base d'écoutes destinée à surveiller la Chine à partir de Taïwan, en dépit de l'accord passé avec le gouvernement chinois qui prévoit que toutes les activités militaires américaines cesseraient dans l'île à partir du 30 avril. Selon le *Washington Post*, un porte-parole de l'armée américaine refusait de préciser si la base était bien comprise dans l'accord, tandis qu'un porte-parole du gouvernement de Taïwan affirmait que les négociations étaient en cours pour que les USA conservent l'utilisation de la base. L'ambassade américaine

et le porte parole militaire US faisaient savoir qu'ils n'étaient pas au courant des discussions. L'ensemble des faits troublants entourant l'avenir de cette base fait émettre l'hypothèse que les Etats Unis pourraient continuer à l'utiliser sous le couvert de firmes privées, déclare le journaliste américain.

● Les SALT selon Carter

Le président américain a présenté les grandes lignes de l'accord SALT tel qu'il est négocié actuellement. Il a notamment affirmé que les limitations définies par l'accord supposeraient une réduction de 10 % des lanceurs soviétiques tandis que les Etats-Unis pourraient accroître le nombre des leurs, que les Etats-Unis pourraient poursuivre la mise en place du missile mobile du sous-marin *Trident*, le déploiement des Cruise et des bombardiers lanceurs de Cruise, qu'enfin il interdirait l'utilisation de codes rendant les moyens de contrôle impossibles. Il est vrai que Carter voulait persuader les adversaires de SALT. Mais on ne pouvait dire plus nettement que les SALT autorisaient la course aux armements. Il a également déclaré que toute intervention soviétique en Iran aurait de «graves conséquences». Il a révélé qu'il déposerait une demande supplémentaire d'aide militaire destinée aux pays d'Asie. Selon un haut responsable cela viserait d'abord les pays membres de l'ASEAN. A propos des SALT un adjoint de Carter a précisé qu'il reste encore d'importants détails à régler.

Réunion des ministres égyptien et israélien VERS UN NOUVEAU SOMMET DE CAMP DAVID ?

La réunion des ministres des Affaires étrangères d'Égypte et d'Israël réuni à Camp David depuis mercredi pourrait prélever à un nouveau sommet de Camp David, Carter ayant réaffirmé mardi au Georgia Institute of Technology qu'il convoquerait «un nouveau sommet pour instaurer la paix si cela

devenait nécessaire». Depuis le dernier voyage de Cyrus Vance au Proche-Orient en décembre dernier, on savait les positions de l'Égypte et d'Israël opposées sur deux questions, qui rendaient impossible tout accord : Israël exigeait que le traité éventuel que signerait l'Égypte prenne le pas sur les

autres engagements égyptiens, et d'autre part l'Égypte voulait que le traité avec Israël soit explicitement lié à un règlement global, comprenant notamment la question du retrait israélien de la Cisjordanie.

Les bouleversements introduits dans la situation au Moyen Orient par le renversement du régime du Chah, ont rendu plus important encore aux yeux des États-Unis la conclusion de ce traité mais il semble en même temps avoir rendu sa conclusion encore plus problématique.

LE MINISTRE US DE LA DÉFENSE AU MOYEN ORIENT

Brown, le ministre de la Défense américaine, a effectué une visite en Arabie Saoudite, Jordanie, Israël et Égypte. Selon *Newsweek*, les États-Unis avaient prévu à la suite de Camp David de constituer une coalition regroupant l'Iran, l'Égypte, Israël et l'Arabie Saoudite sur la base du règlement auquel ils espéraient parvenir dans la région. Le refus de l'Arabie Saoudite de cautionner les accords de Camp David avait déjà réduit les possibilités de voir celle-ci se constituer. La chute du régime iranien constituait un second revers, en même temps qu'un recul significatif dans la région. Les États-Unis comptent néanmoins parvenir à redresser la situation en s'appuyant sur leurs relations étroites avec chacun des pays concernés et sur

le fait que, ainsi que l'affirmait un officiel américain : «Les Saoudiens ont l'argent, les Égyptiens la main d'œuvre et nous avons la technologie».

À l'issue de son voyage en Arabie Saoudite, Brown a affirmé que l'Arabie Saoudite était devenue le pivot de la politique américaine, à la suite du renversement du Chah et que

par conséquent les USA répondraient favorablement aux demandes de livraisons d'armes de ce pays ainsi que des pays du golfe. L'importance de l'Arabie Saoudite pour les USA tient à ce qu'elle assure 20 % des importations US de pétrole et est appelée à remplacer l'Iran comme fournisseur et à ce qu'elle pèse d'un grand

poids dans le monde arabe, principalement dans le golfe arabo-persique.

PAS DE RAPPROCHEMENT EGYPTO-ISRAËLIEN

Cependant si les relations entre l'Arabie Saoudite et les USA se trouvent renforcées, aucun élément ne laisse penser que l'Arabie Saoudite ait remis en cause son opposition aux accords de Camp David. Il en est de même pour le régime jordanien.

En Israël Brown a pris fait et cause pour les demandes israéliennes que soient maintenues des garnisons israéliennes en Cisjordanie dans tous les cas. À l'encontre de l'avis de l'ambassade américaine, il a visité la Cisjordanie et les hauteurs du Golan, territoire syrien occupé depuis 1967.

En Égypte, Brown se vit opposer le refus de Sadate à toute nouvelle concession à l'égard d'Israël, et par conséquent à propos du maintien des troupes israéliennes en Cisjordanie. Il a dû accepter de transmettre un message à Carter destiné à réitérer la position égyptienne selon laquelle les exigences israéliennes étaient inacceptables. Le second point des discussions a porté sur

les ventes d'armes. Brown a promis qu'une mission du Pentagone viendrait sur place examiner les besoins égyptiens, mais il a refusé de s'engager plus, contrairement à ce qu'il avait fait en Arabie Saoudite. Auparavant Sadate a lancé l'idée d'un plan Carter pour l'Égypte d'une valeur de 15 milliards en 5 ans, auquel participeraient le Japon et l'Allemagne, destiné à redresser la situation économique du pays. Mais il n'a reçu aucune réponse.

Si les États-Unis disposent de solides atouts pour limiter l'impact de la révolution iranienne dans la région, il n'apparaît cependant pas qu'au moment de la reprise de la négociation de Camp David, les positions de l'Égypte et d'Israël se soient rapprochées. Au contraire, de nouvelles exigences israéliennes paraissent les avoir encore éloignés.

G.C.



La rencontre historique Arafat - Khomeiny. Quand la révolution iranienne bouleverse les rapports de forces au Moyen-Orient.

LE COMITE ZIMBABWE VOUS INVITE A UNE

**Réunion - débat
pour le soutien
à la lutte armée
du peuple du Zimbabwe**

VENDREDI 23 FEVRIER 1979 A 20 h 15
Salle de l'AGECA - 117 rue de Charonne
Paris 11^e - Métro Alexandre Dumas

Avec la participation de Frédéric Shava, représentant de la ZANU en Grande-Bretagne.
Présentation des films *Chimo io* et *Voici nos armes*

Initiative soutenue par le Centre d'Information sur le Mozambique, l'OCFML, le PCML, le PCR ml et l'UCFML.

L'ENJEU DE L'ASIE (2)

Apogée et recul de l'impérialisme US

L'Asie constitue une base particulièrement importante du fait de sa population, de ses potentialités économiques, de sa position stratégique pour l'équilibre mondial (voir article précédent).

Grâce à leur victoire dans le Pacifique lors de la Seconde guerre mondiale, les États-Unis s'y installèrent à partir de 1945 et en firent l'un des dispositifs essentiels de leur hégémonie. La libération de la Chine leur ôta tout espoir de dominer l'ensemble du continent, mais ils tâchèrent de s'installer solidement dans tout le reste de l'Asie.

La défaite qu'ils subirent en 1951 dans leur tentative de s'emparer de la Corée du Nord, montra pour la première fois qu'aussi imposante que soit leur puissance, il était possible de la tenir en échec. Cela détermina les USA à établir une vaste zone du Japon à la Thaïlande jonchée de bases militaires, placées sous leur contrôle politique, militaire et diplomatique, qui constituait l'une des pièces essentielles pour l'encerclement de l'URSS et de la Chine.

LE RESEAU D'ALLIANCES MILITAIRES

Ils tissèrent un réseau étroit d'alliances militaires : avec les Philippines (1951),

l'Australie et la Nouvelle Zélande (ANZUS 1951), le Japon (1951), la Corée du Sud (1953), le Pakistan (1954), Taiwan (1954). Le 8 septembre 1954 était signé à Manille le traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est (COTASE) auquel participaient les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle Zélande et les Philippines, le Pakistan et la Thaïlande qui constituera le fondement juridique de l'intervention US dans la région, y compris en Indochine, incluse dans le traité. En outre, une alliance entre l'Australie et la Grande-Bretagne (ANZUK) permet le stationnement des troupes de ces pays en Malaisie.

Un vaste réseau militaire

quadrillait la région : 23 aux Philippines, 53 au Japon, un grand nombre en Thaïlande, sans compter la flotte du Pacifique, près de 100 000 hommes en Corée et un corps permanent à Taiwan. Les États-Unis se substituaient ainsi aux anciennes puissances coloniales (Grande-Bretagne, France, et Pays-Bas). Ils entravaient le mouvement pour l'indépendance en imposant leur domination néo-coloniale, suscitant pour y parvenir de sanglants coups d'État comme en Indonésie.

La défaite qu'ils subirent en Indochine, où ils englobèrent, pendant des années, une partie importante de leur budget militaire et la croissance de la lutte contre la domination américaine (Thaïlande, Japon, Philippines) contraignit les USA à effectuer un repli extrêmement important. Ils perdent des bases terrestres et la domination sur l'Indochine. Contraints de se retirer des bases de Thaïlande et de renégocier le statut des bases du Japon et des Philippines, les États-Unis en perdent le

contrôle intégral et le statut d'extraterritorialité. Leur retrait de Taiwan à la suite de la normalisation des relations diplomatiques avec la Chine est la dernière illustration de leur recul permanent.

PUISSANCE MILITAIRE ET PRÉÉMINENCE ÉCONOMIQUE

Les États-Unis dont la capacité hégémonique fut réduite en Asie par la victoire des peuples d'Indochine - Cambodge, Laos et Vietnam - gardent cependant une assise importante dans cette région. Leur dispositif militaire comprend encore 138 000 hommes répartis surtout dans la VII^e flotte, aux Philippines, au Japon (45 000 hommes, à Guam). En Corée du Sud, celui-ci s'est même renforcé en 1978 d'une part par la mise sur pied d'un commandement conjoint américano-Sud-coréen et d'autre part par l'adjonction de 1 500 hommes qui portent les troupes US à 41 600 hommes.

Dans le domaine économique, les États-Unis disposent d'une prééminence certaine. Tout d'abord parce qu'ils détiennent 30 % des importations de produits alimentaires et représentent 35 % des investissements étrangers. Cela les place presque au même niveau que le Japon qui a orienté sa politique économique vers les pays asiatiques. Il convient de souligner que les États-Unis importent 31,5 % des produits manufacturés de l'Asie du Sud. Cette catégorie de produits représente un tiers des exportations de la région. Ce qui reflète le fait que malgré son faible niveau de développement cette région a été désignée particulièrement pour les industries de main d'œuvre dont la maison mère est située en métropole. La part que prennent les États-Unis illustre la place qu'ils occupent dans ce type particulier de pillage par les bas salaires.

Des facteurs ont permis aux États-Unis de conserver ainsi une prééminence en Asie du Sud-Est. Tout d'abord les régimes capi-

talistes de Singapour, Taiwan, Corée du Sud ainsi que les régimes indonésiens, thaïlandais et malaisiens sont étroitement dépendants, parce que leur économie est partiellement intégrée aux industries américaine et japonaise, aux zones dollar et yen. De ce fait, la volonté politique des pays de la région est affaiblie dans ses effets par des facteurs économiques existants. D'autre part, la brutale croissance de la puissance soviétique dans la région, la manifestation de plus en plus affirmée de ses ambitions ont permis aux États-Unis de renouveler les relations étroites qu'entretenaient avec eux certains régimes - comme la Thaïlande. Cela leur a permis aussi de faire valoir la nécessité dans laquelle le Japon de s'appuyer sur les États-Unis pour assurer sa défense face à une menace soviétique de plus en plus pressante, pour stabiliser leur position en Asie, malgré le recul qui leur a été imposé.

Grégoire CARRAT

GREVE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION, PREMIERE JOURNEE D'ACTION

La journée du jeudi 22 février est la première «journée d'action» qui doit réunir l'ensemble des personnels des sept sociétés issues de l'ex-ORTF. Une Assemblée Générale commune se tient le matin, à 9 h 30 à la Bourse du Travail. Il y est prévu la projection de films tournés par les grévistes de la SFP lors du premier Comité d'Entreprise, et sur les luttes à Longwy et Manufrance. Une manifestation part à 14 heures de Beaubourg.

Les directeurs des différentes sociétés touchées par la grève à la radio-télévision commencent à s'énerver et tentent de passer à l'offensive contre les grévistes. Ainsi le PDG de TF 1, Jean-Louis Guillaud a déclaré mardi devant le comité d'entreprise de la chaîne qu'il jugeait «déplorables» les résultats de la grève, TF 1 ayant «perdu en treize jours 3 % de ses recettes annuelles». Il s'agit des recettes publicitaires. Il estime par ailleurs que les grévistes sont «très peu nombreux». Mêmes lamentations sur Radio-France, dont le PDG Jacqueline Baudrier chiffre les grévistes de mardi à... 1 %. Pour expliquer le programme minimum de mardi, c'est un chiffre pour le moins fantaisiste...

Malgré ces estimations le programme minimum a été décidé par les personnels pour ce jeudi.

Mardi, une manifestation de grévistes de la SFP a rassemblé environ 500 personnes de l'Hôtel de Ville à la place de l'Opéra tandis qu'une autre partie des grévistes gardait l'entrée des Buttes-Chaumont. Pendant ce temps, les réunions du Comité d'Entreprise avec le PDG Clermont-Tonnerre se sont poursuivies. L'intersyndi-

cale en a rendu compte dans une conférence de presse mercredi matin. Il apparaît que le PDG de la SFP tente de mener ces réunions au pas de charge, pour pouvoir au plus vite envoyer sa demande de licenciements à l'inspection du travail. Dans sa hâte, il n'hésite pas à faire état de propositions contradictoires : c'est ainsi qu'il a annoncé la possibilité de 87 «reconversions internes», qui prévoient entre autres

que cinq chefs-monteurs deviendraient assistants-réalisateurs. Or son plan de licenciements prévoit précisément l'élimination de 25 assistants-réalisateurs !

Concernant la situation financière, les syndicats ont contesté les chiffres avancés par PDG, qui sont différents des estimations faites par son prédécesseur Bernard Labrusse. Clermont-Tonnerre a dû accepter que ce point soit remis à l'étude. Après réunion de la commission économique du Comité d'entreprise, la situation financière est rediscutée ce jeudi.

Un autre point en discussion, ce sont les éven-

tuels reclassements dans les autres sociétés de radio-télévision. Pour les syndicats de la SFP, les reclassements s'inscrivent dans la notion de «groupe» qu'ils voudraient voir reconnaître aux sociétés issues de l'ORTF. Dans ce sens ils sont favorables à une mobilité des personnels entre les sociétés.

Signalons enfin la présence à la conférence de presse de délégations de travailleurs d'entreprises touchées par les problèmes d'emploi dans la région parisienne : l'imprimerie Chaix, les banques, le groupe Hersant, les Finances, Pyral, la RATP, la SCO et Sopad-Nestlé.

C.A.

Une assemblée générale aux Buttes-Chaumont



Chine - Vietnam : LES MENACES SOVIETIQUES SE PRECISENT

Les combats se poursuivent entre l'APL de Chine et l'armée vietnamienne. Selon les agences de presse, ils s'étendent à une zone située entre 10 et 30 kilomètres à l'intérieur du territoire vietnamien. L'URSS appuie ses menaces d'intervention en survolant le lieu des combats et en renforçant sa flotte dans la région. Des mouvements de troupe sont signalés en Mongolie, tandis que Cuba se déclare prêt à «verser son sang pour défendre le Vietnam». Le Vice-ministre chinois Wang Zhen a souligné que l'attaque avait des objectifs limités et que les troupes chinoises se retireraient dès l'«opération frontalière» terminée.

L'opération lancée par l'armée chinoise contre les multiples agressions vietnamiennes de ces derniers mois se poursuit, la totalité des objectifs que s'était fixée la Chine n'ayant, semble-t-il, pas encore été remplie.

Après avoir occupé la ville de Lao Cai (capitale de province), les forces chinoises auraient attaqué Cao Bang (capitale de province située à 30 km de la frontière), où des combats se dérouleraient. Les troupes chinoises seraient éga-

lement à quelques kilomètres de Lang Son. Il semble, comme elle l'avait annoncé lors du déclenchement de l'opération, que la Chine entend détruire le dispositif militaire (bases de missiles, etc.) dirigé contre elle et disposé tout le long de la frontière Vietnam-Chine. Ainsi, 7 installations vietnamiennes de missiles dirigés vers la Chine ont été entièrement détruites, 4 autres ont subi de graves dommages qui les rendent inutilisables. Selon le communiqué du

Comité central du PCC dont fait état l'AFP, la Chine souligne qu'elle a besoin de frontières «paisibles et stables» et l'actuelle intervention chinoise au Vietnam est comparée aux précédents conflits frontaliers qui opposèrent la Chine et l'Inde en 1962, et la Chine et l'URSS en 1969, au cours desquelles les troupes chinoises s'étaient retirées rapidement des territoires étrangers, après être intervenues contre les agressions indienne et soviétique. Toujours selon ce même communiqué, les autorités chinoises n'écarteraient pas une escalade du conflit qui pourrait même aboutir à une «intervention armée» de l'URSS.

En effet, l'Union soviétique qui a déjà mis ses troupes en alerte multiplie les provocations en direction de la Chine. Depuis le début de l'opération chinoise, l'URSS a quadruplé

ses effectifs dans les îles Kouriles qu'elle occupe au Nord du Japon. Cinq avions-espions Tupolev 95 survolent les combats, tandis que le plus grand bâtiment de la flotte soviétique du Pacifique, un croiseur de 160 000 tonnes, ainsi qu'un destroyer lance-missiles viennent d'être envoyés et s'ajoutent aux 11 bâtiments de guerre soviétiques qui croisent déjà dans la région.

De leur côté, les Etats-Unis ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies afin que soient examinés simultanément l'invasion vietnamienne au Cambodge et le conflit sino-vietnamien. L'URSS refuse de discuter de l'invasion vietnamienne au Cambodge. Les pays de l'ASEAN et la Roumanie ont accepté la proposition américaine à condition que figurent les deux aspects du problème.

Iran : les minorités nationales créent des difficultés au nouveau régime

Afin d'éviter les affrontements avec le gouvernement islamique, les Fedayins ont décidé d'annuler la manifestation prévue pour jeudi et de la remplacer par un meeting à l'université de Téhéran. Les ouvriers du pétrole réclament «l'épuration de tous les éléments réactionnaires et traîtres de la direction des pétroles» et la révision de tous les accords avec les compagnies étrangères. Dans le domaine militaire, le chef d'état-major, le général Gharani a déclaré que la coopération militaire avec les Etats-Unis serait maintenue, mais dans certaines limites seulement. Il a précisé que certains conseillers militaires américains seraient maintenus «dans la mesure des besoins réels»; de même la formation du personnel militaire iranien commencée aux Etats-Unis se poursuivrait. En ce qui concerne l'achat de matériel, l'Iran s'approvisionnera désormais «aux meilleures sources disponibles dans le monde». Et l'extrême-gauche cherche à éviter l'affrontement avec Khomeiny malgré les menaces qu'il a proférées à l'encontre des «athées, des communistes et des ennemis de la révolution»; le nouveau pouvoir doit s'affronter aux minorités nationales qui se sont soulevées au Kurdis-

tan et en Azerbaïdjan. Le ministre du Travail a été envoyé en mission au Kurdistan, mais la délégation qui l'accompagnait a été violemment prise à partie par la population locale; le général Pezeshkpour aurait même été blessé au cours de cette visite. Le gouvernement iranien réfute toute possibilité d'indépendance pour cette province. Il n'est pas à exclure que l'URSS, qui soutient Barzani, chef de la rébellion kurde, manœuvre ainsi pour accentuer sa pénétration en Iran.

D'autre part, le gouvernement iranien a fait connaître mercredi un avant-projet de constitution. Celle-ci prévoit l'élection d'un président de la république au suffrage universel tous les 4 ou 5 ans et la création d'une assemblée nationale à chambre unique. Le projet économique des nouveaux dirigeants iraniens prévoit l'élimination des industries de montage au profit d'industries basées sur l'utilisation des matières premières locales. Dans l'agriculture, il serait prévu — selon le principe : donner à la terre à ceux qui la travaillent —, de procéder à des distributions de terres qui, à la mort de l'exploitant, ne pourraient être vendues et seraient regroupées en coopératives familiales.

● Vers une partition du Tchad ?

Le Frolinat, par la voix du secrétaire général adjoint, a déclaré : «Nous rejetons toute idée de partition du pays entre Malloum et Habré, l'un comme leader du Sud non musulman et l'autre leader du Nord musulman. Certaines puissances étrangères tentent de faire accréditer cette thèse régionaliste pour justifier la partition du Tchad. Ce sont ces forces qui sont à l'origine de la guerre civile». Giscard avait lui-même, lors de sa conférence de presse, préconisé une solution fédérale.

Par ailleurs le Frolinat a lancé une opération militaire de grande ampleur qui lui a permis de s'emparer d'Arada et de Biltine, en principe tenues par des troupes favorables à Hissène Habré. Mardi une significative avancée des forces du FROLINAT vers le Sud était enregistrée; elles auraient commencé à se manifester non loin de la capitale.

● Pays basque : grève de la faim des détenus politiques basques

Selon le correspondant du journal *Libération* les 101 détenus politiques basques accusés d'appartenir à l'ETA poursuivent leur grève de la faim entamée il y a 20 jours à la prison de Soria dans des conditions dramatiques. «Depuis une semaine ils n'ont pu être examinés par un médecin. Ils souffrent de vomissements, ne peuvent plus marcher, ni dormir. Certains ont perdu plus de vingt kilos et on ne sait jusqu'à quand cela va durer», a déclaré la mère de l'un des détenus. Les parents des détenus poursuivent de leur côté une grève de la faim de solidarité depuis onze jours dans les locaux de l'archevêché.